

Dans notre État de droit, il y a... l'État de siège !

écrit par Jacques Martinez | 6 novembre 2024



Ah, l'état de siège ! Cet état de siège qui fait partie pourtant de ce cher état de droit mis en avant par certains

! Il y a longtemps que nous le demandons, cet état de siège : notamment sur RR, la déclaration de cet état de siège en France a été souhaitée. Personnellement, sur RR ou ailleurs (1), je l'ai souvent évoquée. Ce mardi, c'est un général qui la suggère, certes un général « 2e section » (2s), c'est-à-dire qu'il n'est plus dans l'active mais qu'il peut toutefois être rappelé au service de l'État -dans le civil, ont dirait en « pré-retraite »-. □

C'est sur le site Place d'Armes que le général (2s) Antoine Martinez -je le regrette mais, à mon grand regret, nous n'avons aucun lien de parenté-, par ailleurs président de Volontaires pour la France, a démontré, dans un éditorial consacré à l'état de droit, que -malgré la tribune des généraux d'avril 2021, mettant en garde les autorités sur la dégradation de l'état de la France, tribune « prémonitoire » à ce qui fait souffrir les Français en cette année 2024- selon lui, □« ...nous nous rapprochons inexorablement de l'échéance et ce scénario émis dans cette tribune est en train de se réaliser et ne peut nous conduire, sans réaction ferme de l'Etat, que vers la mise en vigueur inévitable de l'état de siège, conformément à l'article 36 de la Constitution pour entamer la phase du renouveau. »

□Et il rappelle □« ...à ceux qui se scandaliseraient à nouveau de la formulation d'un tel scénario, (...) que nos dirigeants et une grande partie de la classe politique sont responsables et coupables de la situation actuelle et que, si l'état de siège est, certes, un régime d'exception, il est inscrit dans notre Constitution et il est donc conforme à l'état de droit. ». Il donne les raisons de cette situation appelant à l'institution de l'état de siège en en désignant le responsable : « ...en balançant imprudemment sa grenade avec la dissolution de l'Assemblée nationale après l'échec des élections européennes, le président de la République a fait un très mauvais calcul car il était fortement désavoué une seconde fois avec les élections législatives, plongeant la France dans une situation de

crise majeure avec une Assemblée nationale sans majorité, rendant le pays ingouvernable. »

Et le général Martinez confirme son opposition à M. Macron en ajoutant sans aucune circonlocution, ni ambages : « Le seul mérite, non négligeable au demeurant, de cette situation est qu'enfin les Français ont exprimé leur désaveu total au chef de l'Etat et aux dirigeants politiques complètement déconnectés des réalités sur les problèmes de sécurité largement liés à ceux d'une immigration extra-européenne invasive et incompatible avec nos valeurs et modes de vie. »

Selon lui, le chef de l'Etat semble avoir « beaucoup de mal à comprendre qu'en provoquant lui-même cette crise il a perdu la partie et donc une partie du pouvoir, avec ses conséquences : démission ou soumission. ».

Et le général n'y va pas en douceur. Les tirs sont directs !

Première salve :

« cette génération de représentants du peuple n'est pas du tout au niveau pour une bonne partie d'entre eux, certains étant même indignes des fonctions qu'ils occupent. » En plein dans le mille !

Deuxième salve :

« Quelle image désastreuse du fonctionnement des institutions et de l'Etat, de surcroît touchés désormais par la consommation de drogue ! » Mouche une nouvelle fois !

Troisième salve :

« Le chef de l'Etat ne veut toujours pas comprendre qu'il a précisément été sanctionné sur ces thèmes de l'immigration et de la sécurité qui le rebutent pour une raison simple, c'est, qu'en fait, il refuse aux Français leur droit à défendre leur continuité historique. » Gagné ! Et c'est vrai : ce président rejette NOTRE HISTOIRE ! Mais, il est rassurant de savoir qu'il n'y entrera pas par la grande porte...

□□Seul bon point, du moins « semble-t-il » il aurait« pris en considération la colère exprimée dans les urnes par une grande partie des Français, colère qu'il serait déraisonnable pour la classe politique dans son ensemble de continuer à ne pas entendre et qui porte sur les thèmes étroitement liés de la sécurité et de l'immigration. » Ok... Ce ne sont pas des thèmes très à gauche.

□Et le Général avoue son approbation concernant le ministre de l'Intérieur, donc M. Retailleau, comme [nous mêmes l'avions fait](#) (depuis, Christine Tasin a pris [un coup de sang](#) contre le ministre de l'Intérieur...; mais il est vrai aussi qu'elle [n'apprécie pas du tout le Général Martinez...](#)

□Le Général estime qu'« en nommant un ministre de l'Intérieur qui affiche, contrairement à ses prédécesseurs, des intentions courageuses et résolues, c'est un signal fort qui est donné politiquement. Les Français attendent donc beaucoup de ce nouveau discours et espèrent ardemment que les actes succèderont à présent aux paroles. »

Tout en le mettant en garde :

□« La tâche du nouveau ministre de l'Intérieur sera cependant ardue en raison de pressions et d'obstacles puissants fondés sur la dictature d'une pensée prônant une idéologie mondialiste, progressiste, immigrationniste, droitdelhommiste, une pensée de la haine de soi qui a gangrené depuis de nombreuses années une partie des élites politiques prêtes à sacrifier leur peuple sur l'autel de grands principes prétendument moraux. »

À propos des reproches que certains font au ministre de l'Intérieur concernant l'état de droit, il prend la défense du ministre :

□« ...on retrouve ici l'habituelle plainte émise par une classe politique lâche dont une partie a renoncé à assumer ses responsabilités, une autre ayant clairement choisi de favoriser l'arrivée de cette immigration incompatible dans

le but de détruire la nation qui constitue un obstacle à leur projet mondialiste. Ce vocable d'état de droit brandi et avancé sans cesse tel un slogan est ainsi devenu un prétexte qui leur sert d'alibi pour ne rien faire. »

Et ce général tient à rappeler en conclusion que...

« On leur rappellera également qu'il faut cesser de tergiverser si nous voulons sauver la France car il est minuit moins cinq. »

Et il termine son éditorial sur cette phrase quelque peu énigmatique...

« En vérité, il manque à la France un roi et un général. »

□ Mais là, pas de précision de la part du général Martinez : ni sur le roi, ni sur le général...

Jacques MARTINEZ, journaliste, □ à RTL, de stagiaire à chef d'édition des informations de nuit (1967-2001), pigiste à l'AFP, le FIGARO, le PARISIEN...

(1) Quelques-uns de mes articles sur l'état de siège ; sur Boulevard Voltaire, 30 avril 2021: □ « Sommes-nous en guerre civile ? » ; sur Résistance Républicaine : 14 octobre 2023: « M. Macron, vous portez malheur à la France ! Vite, quittez l'Elysée ! » ; 5 décembre 2023: « Rétablissons la législation anti-FLN permettant de condamner des Français attaquant des Français »: 15 février 2024: « Scène de ménage pour la St Valentin : Marianne dit... NON à Emmanuel ! » ; 7 avril 2024: « Une agression d'ado par jour sur fond d'islamisme ! Qu'attend l'Etat ? Sa chute ! Chuttt... »